

Bonne année

Une année entière vient de s'écouler sous un gouvernement dirigé par le Parti Socialiste et le bilan qu'on peut en tirer sur le plan économique et social n'est guère différent de celui d'une année vécue sous un gouvernement de droite. La classe ouvrière et les couches populaires ont subi des attaques toujours plus dures tandis que les profits des grands groupes industriels et financiers et les patrimoines des plus riches non seulement se maintiennent mais même ne cessent d'augmenter.



de luttes !

Licenciements, chômage et précarité, revenus de misère, impôts en augmentation sont le lot d'une partie toujours plus grande de la population laborieuse. La contre-réforme des retraites se traduit par davantage d'annuités et des pensions diminuées, encore un coup porté au monde du travail. Et l'année 2014 ne s'annonce guère meilleure, avec dès le 1^{er} janvier, la hausse de la TVA, qui pénalisera les plus pauvres.

Par contre, pour le patronat et les nantis c'est la fête en continu. Il y a eu, avec le Crédit Impôt Compétitivité, 20 milliards offerts aux entreprises sans aucun contrôle ni aucune contrepartie. Quant aux actionnaires du CAC 40, ils attendent 41 milliards de dividendes en 2014. Et le bilan de fin d'année du ministère de l'Economie montre que les impôts de 7630 millionnaires baissent de 100 000 euros en moyenne, résultat du plafonnement de l'Impôt sur la Fortune (ISF).

L'économiste Thomas Piketty montre dans son livre paru en septembre dernier, « Le capital au XXI^{ème} siècle », que les inégalités ont explosé ces trente dernières années. Ajoutons qu'aucun gouvernement « de gauche » n'a fait le moindre geste pour inverser cette tendance, et que le gouvernement Hollande est en bonne voie pour l'accentuer. Ainsi le SMIC n'a été augmenté que de 10 centimes de l'heure, augmentation dite mécanique... surtout pas de « coup de pouce ».

Aussi la colère gronde et les résistances se multiplient, pour l'emploi, pour des salaires et des conditions de travail décentes, mais elles se manifestent en ordre dispersé. Les directions syndicales, engluées dans un dialogue social orchestré par un gouvernement au service du patronat et de la Finance, ne veulent surtout pas la convergence des luttes et refusent toute coordination.

Dans ce contexte, 76% des Français s'attendent à une explosion sociale dans les prochains mois, d'après un sondage IFOP paru le 1^{er} décembre dernier. Tous nos vœux pour que – une fois n'est pas coutume – ce sondage devienne réalité, que cette explosion se produise, que les travailleuses et les travailleurs en prennent la tête et imposent leurs revendications face au patronat et au gouvernement !



Sommaire

- Page 1 : Bonne année de luttes !
- Page 2 : Hors d'Afrique l'impérialisme français
- Page 3 : Ukraine - les marchés de dupes
- Page 4 : Pays Basque - A quand la paix ?
- Page 5 : Espagne : retour en arrière pour les femmes
- Page 6 : Le JPB cesse de paraître
- Page 7 : Livre - "La 4^{ème} muraille"



Hors d'AFRIQUE l'impérialisme français !



Pendant sa campagne présidentielle le candidat Hollande l'avait promis : la Françafrique - c'est à dire le système politico-économico-mafieux permettant à de grands groupes capitalistes français de piller les pays d'Afrique - c'était bel et bien fini. Désormais Paris n'interviendrait plus dans les affaires intérieures de ses anciennes colonies.

Mais cela a été vite oublié. Les troupes françaises sont d'abord intervenues au Mali : elles ne devaient rester que trois mois mais elles y sont toujours. Ensuite c'est en Centrafrique que nos vaillants soldats ont été envoyés. Mais cette fois, c'est juré, ils ne se maintiendront pas là-bas au-delà de 2014.



Ce genre de promesses n'engage que celles et ceux qui y croient. Hier Sarkozy intervenait en Libye pour rétablir la démocratie. On a vu le résultat. Le pays est aujourd'hui dans un chaos sans nom, livré à des milices incontrôlables qui font la loi et terrorisent la population. Au Mali il fallait, paraît-il, stopper le danger islamiste. Les djihadistes se sont simplement dispersés dans les pays d'alentour où ils sont toujours actifs.

En Centrafrique on veut nous faire avaler que c'est uniquement pour des raisons humanitaires que 1600 hommes armés ont été déployés, bien incapables cependant de désarmer les milices musulmanes et chrétiennes qui continuent à s'entretuer en n'épargnant pas les civils des deux camps.

En fait l'impérialisme français considère toujours ses anciennes colonies comme des chasses-gardées. Et il faut rappeler que depuis que ces dernières ont obtenu leur indépendance politique, il y a un demi-siècle, Paris est intervenue pas moins d'une quarantaine de fois en Afrique pour faire et défaire les régimes, installer un dictateur à la place d'un autre, rétablir la "démocratie" un jour pour, le lendemain, favoriser un putsch ou un coup d'Etat plus favorable à ses intérêts politiques et aux intérêts économiques des grands trusts tricolores comme Total, Bolloré, Vinci, Vivendi, Bouygues, Axa, Sagem, Eiffage, Rougier etc. On a vu ainsi l'armée française intervenir ou s'installer, outre au Mali et en Centrafrique, au Tchad, en Côte d'Ivoire, à Djibouti et ailleurs.

Si aujourd'hui nombre de pays africains sont dans une situation économique, sociale et politique catastrophique ils le doivent pour une grande part à plus d'un siècle d'exploitation coloniale directe, suivie d'un demi-siècle de néo-colonialisme plus sournois mais tout aussi pervers. Loin de régler les problèmes qu'il prétend résoudre et qu'il a souvent créés, l'impérialisme français ne fait par sa présence que les aggraver.

Hors d'Afrique les troupes françaises !





UKRAINE

Des manifestations de dupes

Les manifestations ont repris de plus belle à Kiev et dans la partie occidentale de l'Ukraine après l'accord économique signé entre le président Viktor Ianoukovitch et son homologue russe, Vladimir Poutine, ce dernier promettant d'abaisser d'un tiers le prix du gaz livré à l'Ukraine ainsi qu'un prêt de 15 milliards de dollars en bons du trésor.

Cela fait suite au refus de Ianoukovitch de signer un accord d'association avec l'Union Européenne qui prévoyait la libre circulation des marchandises et des capitaux... mais nullement l'intégration de l'Ukraine à l'Europe des 25, voire la libre circulation des personnes.

Un sentiment anti-russe

Ces manifestations traduisent d'abord et avant tout le profond sentiment anti-russe qui imprègne toute une partie de la société ukrainienne et que l'on peut comprendre aisément. Lorsque l'Ukraine était, dans les faits, intégrée à l'URSS (tout en conservant une indépendance politique formelle), la bureaucratie soviétique a multiplié les actions de répression dans ce pays, notamment lors de la politique de collectivisation forcée qui

s'est traduite par la mort de millions de familles paysannes ukrainiennes et une famine généralisée. C'est ce sentiment anti-russe et anti-soviétique - repris aujourd'hui par le parti d'extrême droite Svoboda (Liberté) qui constitue le service d'ordre des manifestations - qui conduisit d'ailleurs des dizaines de milliers de volontaires ukrainiens à s'engager dans les rangs de la Wehrmacht lorsque cette dernière lança, à partir de 1941, son attaque contre la Russie.

L'implosion de l'Union soviétique a bien sûr desserré l'étreinte de Moscou sur Kiev. Comme en Russie des milliers de bureaucrates, de mafieux et de nouveaux bourgeois se sont emparés de pans entiers de l'économie ukrainienne au détriment de la population. Mais dans l'est du pays, la vieille industrie sidérurgique et minière du bassin du Donbass est restée très liée à celle de la Russie. De plus toute une partie de la population de cette région est constituée de familles russes venues travailler sur place à l'époque stalinienne et qui ne sont jamais reparties. Elles parlent russe et se sentent en fait très liées à leurs proches qui habitent de l'autre côté de la frontière.

La classe politique elle-même s'est divisée entre pro-Moscou

et pro-Occident. Mais il s'agit d'allégeances extrêmement changeantes et volatiles en fonction des opportunités économiques que les uns et les autres peuvent tirer de ces orientations. Car la seule chose qui les intéresse vraiment est leur enrichissement personnel.

Une classe dirigeante avide et corrompue

Par exemple en 2004, lors de la "Révolution Orange", le tandem pro-occidental Viktor Iouchtchenko/Ioulia Timochenko parvenait à chasser du pouvoir Viktor Ianoukovitch qui n'était à l'époque que Premier ministre. Mais ce duo d'affairistes se déconsidéra tellement vite qu'aux élections suivantes, en 2010, Ianoukovitch devenait président par la voie des urnes. Et Timochenko, qui se présentait comme une femme d'affaires brassant des millions, allait en prison pour avoir signé un contrat gazier trop favorable... à la Russie.

Et aujourd'hui il en va de même. Ianoukovitch a signé un accord économique avec Moscou tout en précisant que les ponts avec l'Union Européenne n'étaient nullement rompus. Il attend simplement que cette dernière lui offre mieux que Poutine pour

éventuellement changer à nouveau de position.

Les dirigeants de l'opposition font miroiter à celles et ceux qui manifestent un accord avec l'Union Européenne qui leur apporterait bien être et prospérité. Mais c'est une douce plaisanterie. En cas d'accord, l'Union Européenne d'abord, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ensuite imposeraient au pays - qui est actuellement au bord de la cessation de paiement - des "plans de sauvetage" qui se feraient au détriment de la population laborieuse, comme cela a été le cas en Grèce et au Portugal. Dans un cas comme dans l'autre les classes populaires seront, au final, les dindons de la farce à moins qu'elles ne prennent conscience que leurs intérêts véritables n'ont rien à voir avec ceux d'une classe dirigeante avide et corrompue.



PAYS BASQUE

Malgré la répression, Poursuivre le processus de paix



La conférence de presse de Bake Bidea du 19 décembre a fait le point, plus de deux ans après la résolution pour la paix d'Aiete. Un nouveau contexte est né en Pays Basque, celui de la résolution politique, pacifique et démocratique du conflit.

Les forums de 2013

Le forum pour la paix de Bayonne, le 15 décembre 2012, où participaient des "experts" internationaux, a été l'occasion, pour des acteurs sociaux et politiques de tous bords, d'affirmer leur engagement en faveur du processus de paix tout en s'adressant directement à l'Etat français : qu'il amorce le dialogue, qu'il ait un geste immédiat envers les prisonnier-e-s et les exilé-e-s politiques pour que leurs droits soient respectés.

Les forums de Pampelune et Bilbao en mars 2013, co-organisés avec Lokarri (mouvement du Pays Basque Sud), ont à nouveau mis en évidence les points fondamentaux du processus. Ils ont permis l'écriture de 12 recommandations par des rapporteurs internationaux, en particulier : la question du désarmement, la réintégration des prisonnier-e-s et des exilé-e-s, le respect et la garantie des droits démocratiques, la préservation de la vérité et de la mémoire. L'objectif clairement affiché est que la société s'approprie, discute ces points et se mobilise. De même, les 10 et 11 octobre derniers, à l'initiative du maire de Saint Sébastien, s'est tenue une nouvelle conférence internationale avec des dizaines de maires du monde entier appartenant au réseau "Mayors for peace" (Maires pour la Paix).

Résistance face à la répression

Cependant, Madrid maintient le tout ré-

pressif, délivre des mandats d'arrêt européens (MAE), illégalise de fait Herrera (mouvement pour le respect des droits des prisonnier-e-s) fin septembre dernier et... Paris suit.

Jokin Aranalde, porte parole du Collectif des exilé-e-s, résidant en Iparralde depuis 10 ans, victime d'un MAE définitivement validé par la Cour de cassation le 30 octobre dernier, refuse l'extradition et se cache.

Début novembre, Emilie Martin, porte-parole d'Herrera au Pays Basque Nord, convoquée par l'Audiencia Nacional, a décliné de se rendre en Espagne.

Les Etats font comme s'il n'y avait pas de nouvelle donne en Pays Basque, comme si l'engagement de la société basque et de ses organisations dans le processus de paix n'existait pas. Jusqu'à quand pourront-ils faire la sourde oreille ?



Malgré tout des avancées

C'est bien ainsi qu'il faut qualifier la décision de la Cour Européenne des droits de l'Homme du 21 octobre dernier qui, dénonçant et condamnant l'application de la doctrine 197/2006 en Espagne, a

exigé et obtenu la libération d'Inès del Rio Prada militante de l'ETA. A la suite, une cinquantaine de presos, victimes de cette doctrine qui permettait de prolonger abusivement les incarcérations, ont été libéré-e-s.

Il faut également mentionner le refus des magistrats belges d'extrader la militante basque Maria Jauregui Espina arrêtée début octobre 2013 à Gand. Le MAE de Madrid n'a pas été validé par la Chambre des mises en accusation belge du fait des risques de torture existant en Espagne. A quand une décision similaire en France ?

La mobilisation pour la résolution du conflit se développe

Plus de 60 000 personnes ont manifesté le 5 octobre à Bilbao leur soutien à Herrera, à l'appel de nombreux acteurs sociaux, politiques, syndicaux annonçant qu'ils prenaient le relais de la défense des presos avec le slogan : « Tantaz tanta itsaoa gara » (« Goutte à goutte nous formons l'océan »).

Herrera a réuni 200 personnes devant la prison de Lannemezan, dans les Hautes Pyrénées, le 14 décembre pour exiger que les droits des prisonniers soient respectés.

Fin décembre, plus de cinquante membres de partis, syndicats, associations du Pays basque Nord ont signé une déclaration de soutien au Collectif des exilé-e-s et exigé la fin des poursuites à l'encontre de Jokin Aranalde et de toutes et tous les exilé-e-s.

Bake Bidea a annoncé un nouveau forum à Bayonne en février prochain. Face aux Etats, malgré la répression et les obstacles, le processus de paix se construit.



Restriction de l'avortement en Espagne

Retour en arrière dangereux pour les femmes

Le gouvernement espagnol (Parti Populaire) souhaite modifier, en la supprimant, l'actuelle loi sur l'avortement datant de 2010 qui permettait aux femmes d'avorter jusqu'à 14 semaines ou jusqu'à 22 semaines dans le cas de malformation du fœtus. La nouvelle loi proposée marque un recul de quasiment trente ans en revenant à la législation existante avant la loi de 1985. L'avortement sera autorisé pour les femmes dans les deux cas de figure suivants : en cas de viol à condition d'avoir déposé une plainte auparavant, ainsi que dans le cas d'une malformation du fœtus avec certificat médical de deux médecins l'attestant. Un réel retour au passé dont s'est réjouie l'opposition à l'avortement qu'elle soit civile ou religieuse !



par le biais des droits des femmes à décider d'elles-mêmes, en les forçant d'une certaine façon à devenir mères et ainsi de les faire revenir à la maison afin de libérer des emplois comme si cela allait résoudre le problème du chômage.

L'Espagne jusque-là était citée en exemple pour sa loi cadre contre les violences faites aux femmes, une loi revendiquée par les féministes au Pays Basque et en France qui n'ont de cesse d'interpeller le Gouvernement à ce sujet afin qu'il en existe une semblable dans l'Etat français.

Le combat pour la liberté des droits des femmes, en Espagne comme ailleurs, droit de choisir d'être mère ou pas, avortement libre et gratuit, gratuité des moyens contraceptifs... est l'affaire de toutes et de tous ! Ce combat nous le mènerons encore et toujours car il n'est pas dit que l'Espagne montrant la voie d'autres pays ne la suivent !

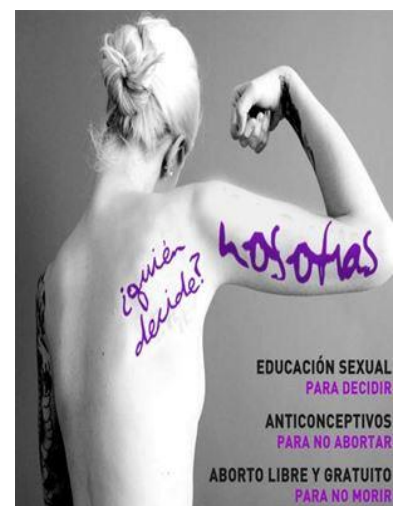


Traduction : Merci ma jolie. Ne porte pas plainte pour viol et je ne te dénoncerai pas pour l'avortement. Pour toi c'est 6 ans de prison de plus

Les propos du ministre de la « Justice » ne laissent planer aucun doute, sa volonté - que ne saurait renier l'extrême-droite catholique dont les puissants moyens économiques (l'Opus Dei par exemple) pèsent lourds dans ce genre de décision - est d'interdire l'avortement comme en Irlande et en Pologne « *Je ne comprends pas que l'on empêche un fœtus de vivre... pour le simple fait qu'il souffre de handicap ou de malformation* ».

Le peuple espagnol paye très cher la crise capitaliste : licenciements, chômage, précarité, suicides après expulsions par les banques pour non-paiement des mensualités pour leur logement, de plus en plus de sans domicile fixe...Et il est de nouveau attaqué

Le corps des femmes n'appartient qu'aux femmes !



DISPARITION

Le Journal du Pays Basque Un quotidien honnête et de qualité

Le Journal du Pays Basque (JPB) ne sera plus dans les kiosques cette année puisqu'il a cessé de paraître à la veille de Noël.

Avec le JPB disparaît un journal honnête et de qualité. Honnête puisqu'il n'a jamais hésité à donner la parole à ses lectrices et à ses lecteurs - même lorsque les points de vue exprimés étaient très loin des siens. De qualité parce qu'il a fait preuve de sérieux et de rigueur dans la couverture de l'information locale, nationale et internationale.

Pour tous les gens intéressés par la vie associative, syndicale, politique et culturelle, pour toutes celles et tous ceux qui sont profondément attaché-e-s à ce pays et à ses luttes, la disparition du JPB ne peut être ressentie que comme un coup dur.

Notre pensée va d'abord à ses collaboratrices et à ses collaborateurs qui, du jour au lendemain, vont être privé-e-s de leur gagne pain. Mais cette disparition nous interroge aussi sur la difficulté de faire vivre, en régime capitaliste, un journal indépendant qui ne soit lié

ni à un grand groupe de presse, ni ne compte pour vivre sur la manne publicitaire des géants de la distribution.

Nous disons donc milesker anitz à toute l'équipe qui a participé à cette aventure en souhaitant que cette disparition ne soit que temporaire et que, comme le phenix, le JPB renaisse rapidement de ses cendres.

Signature Industrie (Urrugne) 40 postes supprimés

A la veille des congés de fin d'année, c'est le "cadeau" de la direction de Signature Industrie, filiale du groupe Eurovia Vinci.

40 postes administratifs sont supprimés dans son usine d'Urrugne spécialisée dans la fabrication de panneaux signalétiques. L'usine emploie au total 224 salarié-e-s dont 78 administratifs.



MFA (Arbérats)

Grève sur les salaires et les conditions de travail

Les ouvriers et ouvrières de la fonderie "Matériel Ferroviaire d'Arbérats", près de Saint-Palais, ont débrayé à plusieurs reprises.

Ils protestent contre le niveau des salaires et les conditions de travail. Chez MFA, une entreprise qui dépend du groupe Jez Sistemas Ferrovios S.L. (Bilbao) qui fabrique des coeurs de croisements de voies ferrées, les salaires horaires varient entre 9,6 euros et 10,30 euros. La direction refuse une augmentation de salaire de 60 centimes de l'heure réclamée par les salarié-e-s et propose à la place 20 centimes et le financement de la mutuelle d'entreprise à hauteur de 80 % au lieu de 75 % actuellement.

Mais rien sur l'amélioration des conditions de tra-

vail et d'hygiène et notamment pour pallier au fait que dans les ateliers on inhale tout au long de l'année les fumées et autres résidus de l'acier en fusion. La mouvement devrait reprendre après les congés de fin d'année.

Bonnet Nevé (Hendaye)

La direction condamnée

Bonnet Nevé est une entreprise spécialisée dans le mobilier frigorifique

La direction a été condamnée par la chambre sociale de la cour d'appel de Pau à verser 40 000 euros de dommages et intérêts à un militant cégétiste qui avait monté une liste aux élections de délégués du personnel en 1991 et qui, depuis lors, avait vu sa promotion et son salaire bloqués. Pour les mêmes faits, l'entreprise avait été déjà condamnée par les Prud'hommes en 2011 à verser 22 800 euros au militant syndicaliste.



Livre

“Le quatrième mur”

de Sorj Chalandon, chez Grasset



L'auteur de « Mon traître » (2008) et de « Retour à Killybegs » (2011, grand prix du roman de l'Académie française), pose à nouveau un regard acerbe et désenchanté sur l'engagement militant, du moins un certain type d'engagement où la lutte armée est considérée comme le seul recours face à l'oppression.

Ici il s'agit du Liban, d'un Liban en



proie à la guerre civile, où plusieurs factions s'entretuent. Le narrateur, Georges, militant d'extrême gauche dans les années 70, a fait une promesse à un ami grec très malade, qui a connu les geôles et la torture de la dictature des colonels (1967-1974). Samuel Akounis, résistant grec, juif devenu sioniste et resté pro-palestinien, rêve de monter la pièce de théâtre d'Anouilh « Antigone », au cœur même de la guerre civile à Beyrouth. Il

a pour ambition de voler quelques heures à la guerre en choisissant les acteurs dans chaque camp, en rassemblant ces ennemis sur une scène de fortune.

Georges accepte cette mission périlleuse et se rend à Beyrouth. Avec lui nous découvrons les horreurs de la guerre, la haine aveugle. Chaque camp a ses propres règles, ses martyrs, ses hommes et femmes de bien, ses bourreaux. Chrétiens phalangistes, Druzes, Chiites, Palestiniens, Arméniens.

Chaque camp pense qu'il est le seul à être juste et que les autres sont les bourreaux. Au-dessus d'eux, comme un aigle menaçant recouvrant de son ombre sa future proie, l'Etat d'Israël.

La mission de notre narrateur qui avait bien débuté - les acteurs « ennemis » acceptent de jouer ensemble et arrivent à se parler, s'apprécier - tourne rapidement au cauchemar. Le 4 juin 1982 l'armée israélienne bombarde Beyrouth et plus particulièrement l'hôpital de l'OLP, à Sabra, qui est un camp de réfugiés palestiniens, et envahit le Liban suite à ces bombardements. Entre le 16 et le 18 septembre 1982, les phalangistes chrétiens massacrent la population des

camps de Sabra et Chatila, égorgeant les enfants, les vieillards, violant et tuant les femmes, abattant les hommes, cachant des grenades décapitées dans le but de tuer massivement. Le narrateur, témoin de ce monstrueux massacre, en perdra la raison.

De retour à Paris il ne parvient à se réadapter à la vie normale, malgré la présence chaleureuse de sa femme et de sa fille. Peu à peu son esprit bascule dans la folie.

Le pari de son ami Samuel, tendre la main à la paix, est perdu.

Sorj Chalandon écrit un livre pessimiste, où l'espoir n'a pas sa place. On en retire un goût amer mais aussi le plaisir d'une écriture puissante, la découverte ou la redécouverte d'un épisode historique au cœur d'une région du monde tourmentée et complexe.



Pour toutes vos commandes...Faites vivre une librairie militante!
La Brèche - 27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com

